**Polémique sur l’« islamo-gauchisme » : la ministre de l’enseignement supérieur recadrée par l’exécutif et les chercheurs**

Frédérique Vidal a fait l’objet d’un recadrage par le porte-parole du gouvernement et par une partie du monde universitaire et scientifique, mais Gérald Darmanin a affiché son soutien.

Par [Sylvia Zappi](https://www.lemonde.fr/signataires/sylvia-zappi/), [Olivier Faye](https://www.lemonde.fr/signataires/olivier-faye/), [Soazig Le Nevé](https://www.lemonde.fr/signataires/soazig-le-neve/) et [Mariama Darame](https://www.lemonde.fr/signataires/mariama-darame/)

L’Elysée a tenté de couper court, mercredi 17 février, à la polémique ouverte par la ministre de l’enseignement supérieur et de la recherche, Frédérique Vidal, qui a mandaté le CNRS pour mener une *« étude scientifique »* sur l’*« islamo-gauchisme »* dans les universités. Cette sortie avait d’abord suscité la *« stupeur »* de la Conférence des présidents d’université. Mardi, ces derniers avaient dénoncé dans un communiqué les *« représentations caricaturales »* et *« arguties de café du commerce »* de Mme Vidal. Mercredi, le [CNRS lui-même a adopté un ton critique](https://www.lemonde.fr/education/article/2021/02/17/islamo-gauchisme-le-cnrs-condamne-l-usage-d-un-terme-qui-ne-correspond-a-aucune-realite-scientifique-frederique-vidal-sous-pression_6070331_1473685.html) en condamnant *« les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche ».*

A l’issue du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a donc rappelé l’*« attachement absolu à l’indépendance des enseignants-chercheurs »* porté par Emmanuel Macron. *« Cette conception est partagée par l’ensemble des membres du gouvernement et continuera à être défendue »*, a-t-il insisté. L’heure est au recadrage alors que *« la priorité pour le gouvernement est évidemment la situation des étudiants dans la crise sanitaire »,* selon M. Attal. Pas question d’ouvrir un front avec le monde universitaire en pleine pandémie de Covid-19, et encore moins avec la jeunesse, à un peu plus d’un an de l’élection présidentielle de 2022.

Au sommet de l’Etat, on l’assure : ni le président de la République ni le premier ministre n’étaient informés de l’initiative de la ministre. [Invitée de CNews,](https://www.dailymotion.com/video/x7zcu5a) dimanche 14 février, Frédérique Vidal avait annoncé son intention de confier au CNRS une enquête visant à distinguer *« ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l’opinion ».* *« Sa sortie était inopportune »*, tranche un conseiller de l’exécutif. *« Elle a eu envie de faire un coup, qui s’avère mal calibré, et de sortir du malaise étudiant dans lequel elle est empêtrée »*, analyse un macroniste, selon qui l’ancienne présidente de l’université Nice-Sophia Antipolis, novice sur la scène politique, a voulu *« montrer qu’elle sait faire de la poloche* [de la politique politicienne] *»*.

 **Exaspération à son comble**

 Si Emmanuel Macron prend ses distances, la ministre a pourtant trouvé du soutien du côté de l’aile droite du gouvernement. *« Mme Vidal est courageuse, et elle a raison,* a ainsi salué le ministre de l’intérieur, Gérald Darmanin, mercredi 17 février, sur France 5. *Je connais des chercheurs avec lesquels on a travaillé* [sur le projet de loi confortant les principes de la République, dite loi « séparatisme »]*, Bernard Rougier ou Gilles Kepel par exemple, qui expliquent très bien comme l’université française parfois les considère comme pas bienvenus, et sont parfois obligés de s’expatrier et de trouver des financements publics ou privés pour faire leurs études.*(…) *Dans certains endroits, dans certaines facultés, il existe cette incursion* [de l’“islamo-gauchisme”]*. »*

Ce combat est mené depuis plusieurs mois par leur collègue, Jean-Michel Blanquer. Le ministre de l’éducation nationale avait ainsi dénoncé en octobre 2020 les *« ravages à l’université »* del’*« islamo-gauchisme »*. Ce dernier n’avait néanmoins pas volé au secours, jeudi matin, de Mme Vidal. *« Chez Frédérique Vidal, c’est de l’opportunisme politique pour prendre la lumière. Jean-Michel Blanquer est le seul qui est cohérent sur cette question au gouvernement »*, estime Damien Abad, président du groupe Les Républicains à l’Assemblée nationale, qui avait demandé en novembre – sans succès – l’ouverture d’une mission d’information sur *« les dérives intellectuelles idéologiques dans les milieux universitaires »* au côté de son collègue Julien Aubert.

 Face à la polémique, une partie des députés La République en marche se dit effarée. *« Je trouve ça déplorable et sur le fond et sur la forme »*, s’indigne un ténor de la majorité.Depuis plusieurs mois, la rupture est consommée entre la ministre de l’enseignement supérieur et certains députés de la majorité, qui lui reprochent son manque d’investissement et d’empathie pour répondre à la détresse étudiante. Beaucoup l’ont trouvée trop silencieuse et trop peu active depuis plusieurs mois alors que les images de jeunes faisant la queue auprès des banques alimentaires ont marqué l’opinion. Et certainsélus jugent d’ores et déjà sa position intenable au ministère de l’enseignement supérieur et de la recherche.

 Du côté des universitaires, l’exaspération touchait déjà à son comble depuis le mois de décembre, après le passage en force du vote de la loi de programmation de la recherche qui, notamment, instaure une nouvelle voie de recrutement direct des professeurs et maîtres de conférences par les universités, qui peuvent désormais s’exonérer de la qualification accordée jusqu’ici par le Conseil national des universités.

 **« Un nouveau seuil »**

 Dans ce contexte, l’annonce de Frédérique Vidal est vécue comme une ultime défiance. Mercredi en fin d’après-midi, le CNRS, pourtant sollicité par la ministre pour mener cette enquête, a tenu à recadrer le débat. *« L’islamo-gauchisme, slogan politique utilisé dans le débat public, ne correspond à aucune réalité scientifique »*, a affirmé dans un communiqué l’opérateur de recherche de l’Etat, avant de défendre le libre arbitre des chercheurs. *« Le CNRS condamne avec fermeté celles et ceux qui tentent d’en profiter pour remettre en cause la liberté académique, indispensable à la démarche scientifique et à l’avancée des connaissances, ou stigmatiser certaines communautés scientifiques »*, poursuit ce texte qui tient à dénoncer *« les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche, comme les études postcoloniales, les études intersectionnelles ou les travaux sur le terme de* “*race*”*, ou tout autre champ de la connaissance »*. Tout en regrettant *« l’exploitation politique »* et *« l’instrumentalisation de la science »*, le CNRS ajoute qu’il participera bien à *« la production de l’étude souhaitée par la ministre »* pour *« apporter un éclairage scientifique sur les champs de recherche concernés »*.

 Une prise de position qui est venue conforter l’opinion d’une partie du monde scientifique. De nombreux enseignants-chercheurs se sont en effet élevés mercredi sur les réseaux sociaux contre l’atteinte portée à la libre pratique de la recherche, qui banaliserait de surcroît la rhétorique de l’extrême droite. *« L’hystérie actuelle autour de l’accusation d’islamo-gauchisme nous fait franchir un nouveau seuil*, a constaté le directeur d’études à l’Ecole des hautes études en sciences sociales, Thomas Piketty, dans *Libération* où il appelle à la démission de la ministre. *Chez les plus désespérés, mais aussi parmi les plus cyniques, certains ont eu l’idée géniale de soupçonner de complicité djihadiste n’importe quel chercheur s’intéressant aux questions de discrimination. »*

 **« Récré réactionnaire »**

 Pour Thierry Mandon, prédécesseur de Frédérique Vidal sous le mandat de François Hollande, la ministre ne fait que reprendre *« une antienne »* déjà brandie par Jean-Michel Blanquer. *« Sa docilité à l’égard de la hiérarchie fait commettre* [à la ministre] *une faute à l’égard de la communauté universitaire »*, a-t-il estimé sur Franceinfo. Il souligne la vanité de vouloir *« confier au CNRS une mission de police de la pensée en triant ce qui relève du scientifique et du militant : Milton Friedman était-il militant ou scientifique ? Et Jacques Derrida ? Et Karl Marx ? Et Pierre Bourdieu ? »*, a scandé l’ancien secrétaire d’Etat.

 Dans l’espoir de conclure cet épisode, le député socialiste des Landes Boris Vallaud a commenté sur Twitter : *« Maintenant que la communauté scientifique a sifflé la fin de la récré réactionnaire, est-ce que la ministre voudrait bien s’occuper des étudiants qui n’arrivent plus à se nourrir et des moyens qui manquent à l’université ? »* Pour les socialistes, qui ont présenté une proposition de loi prônant la création d’un *« revenu de base »* pour les 18-25 ans, la charge de la ministre contre l’« islamo-gauchisme » n’est qu’une diversion pour masquer son absence de réponse à la précarité étudiante.